



# La Tribune

LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE

cyberpresse.ca

**Nouveaux éléments**  
La SQ relance l'enquête sur la disparition de Julie Bureau  
Page A2

**Et de une!**  
Le Canadien sème le doute chez les Bruins  
Page C1



SHERBROOKE / VENDREDI 19 AVRIL 2002 / 93<sup>e</sup> ANNÉE / NO 50

65<sup>c</sup> plus taxes, (Floride 1.75\$)

## Le CHUS veut vider ses corridors

Le c.a. presse la Régie d'accélérer le transfert de patients nécessitant des soins de longue durée

François Gougeon  
SHERBROOKE

Le CHUS en a ras le bol et réclame de la Régie régionale de l'Estrie une intervention «immédiate» pour solutionner l'épineux problème d'engorgement à ses salles d'urgence, imputable à la présence de patients en attente de transfert vers d'autres res-

sources telles les soins de longue durée. Le conseil d'administration a mis le poing sur la table avec fermeté, hier soir, parce qu'il constate que la situation empire constamment et risque même de tourner à la catastrophe.

Le vase a débordé quand le conseil d'administration a appris que le nombre de patients occupant ainsi un lit à la place d'une personne nécessitant des soins de courte durée a atteint un sommet la semaine dernière, dépassant le

cap de 50 personnes.

Qui plus est, comme l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke (IUGS) compte fermer 24 de ses lits à l'été, l'impact sera néfaste au CHUS qui devra limiter les possibilités de transfert de patients vers l'IUGS.

Le directeur général du CHUS, Jean-Pierre Chicoine, a soumis différentes données montrant que la situation reliée à la présence de patients au CHUS en attente d'un transfert n'a

«aucun sens».

«Dans toute cette démarche pour s'assurer de mettre le bon patient au bon endroit, c'est le CHUS qui écope parce qu'on héberge chez nous des gens qui n'y ont plus leur place, car leurs besoins de soins aigus ont été comblés... Le CHUS est devenu une unité régionale de transition», a déploré M. Chicoine.

Or, a-t-il rappelé, la pression énorme qui en résulte aux salles d'urgence

et partout dans l'hôpital est «devenue invivable» et représente des «coûts humains énormes». «Des corridors pleins de patients, des chirurgies qu'on doit annuler, le stress sur les patients et le personnel, tout cela n'a plus de sens», a aussi livré M. Chicoine.

Aussi, après les urgentologues qui avaient fait une sortie remarquée cet hiver pour dénoncer le problème, le

Voir CHUS en page A2

## Du lait voué au gaspillage profite aux démunis

mgoupil@latribune.qc.ca



Marc GOUPIL

Les vrais scandales ne défraient pas toujours la manchette, vous ai-je raconté dans ma chronique de samedi en dénonçant le gaspillage éhonté de milliers de litres de lait en surplus qui ont été jetés aux égouts par les membres de la Fédération des producteurs de lait du Québec, le 22 mars dernier. Il est vrai que les bons coups ne font pas plus souvent la Une du journal, aurais-je pu ajouter. Aujourd'hui fera exception toutefois.

N'en doutez plus, on retrouve encore à travers cette société nombriliste dans laquelle nous vivons, des gens d'affaires qui ne sont pas strictement guidés par l'appât du gain. Dieu merci. Oui, il existe encore des personnes qui brassent des affaires tout en se souciant du bien-être de leur prochain. Johanne et Jean Provencher font partie de cette espèce en voie de disparition.

Frère et sœur, Johanne et Jean Provencher sont les co-proprioétaires de la laiterie Coaticook, une entreprise familiale qui existe depuis 62 ans et qui compte 35 employés.

Ce lait en surplus qui nourrit les



Johanne Provencher, copropriétaire de la Laiterie Coaticook, a réclamé les surplus de lait de la Fédération des producteurs de lait du Québec. Ce lait voué au gaspillage a été transformé en 375 blocs de fromage offerts gratuitement à la banque de dépannage alimentaire Moisson Estrie.

égouts pourrait certainement faire beaucoup de bien aux défavorisés de notre société, ont convenu les Provencher. Ils ont alors demandé les 1500 litres offerts à tout vent par la Fédération des producteurs de lait du Québec et l'ont transformé en 375 blocs de fromage de 400 grammes qu'ils ont ensuite offerts gratuitement à l'organisme de dépannage alimentaire Moisson Estrie. Une manne providentielle bien sûr. Du jamais vu chez Moisson Estrie.

«On sait que c'est bon et que ça coûte cher (du fromage). Il passe 50 familles par jour chez nous et bien souvent ce sont des familles monoparentales. Le fromage a des valeurs nutritives importantes. Habituellement, nous n'offrons jamais de produits laitiers dans les banques alimentaires, sauf dans les paniers de Noël», explique Gilles Duquette, le grand manitou de Moisson Estrie.

Johanne Provencher de la Laiterie Coaticook a paru un peu étonnée que

l'on s'intéresse au coup de coeur qu'elle et son frère ont eu pour les démunis. La banque alimentaire de Magog, soit dit en passant, a aussi hérité de plusieurs blocs de fromage.

«Si tu avais la chance d'aider du monde sans pour autant te mettre dans le trouble, le ferais-tu?», m'a-t-elle demandé.

Faudrait peut-être renvoyer cette question aux autres transformateurs

Voir LAIT en page A2

## La SDERS souhaite installer un second CDTI au centre-ville

Claude Plante  
cplante@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

L'immeuble abritant le CDTI affichant pratiquement complet, la Société de développement économique de la région sherbrookoise (SDERS) doit trouver un autre bâtiment pouvant accueillir des entreprises de la nouvelle technologie.

L'organisme vient de lancer un appel à des propriétaires d'immeubles du centre-ville pouvant être intéressés à louer des pieds carrés d'espace à des entreprises voulant profiter des avantages fiscaux liés au Centre de développement des nouvelles technologies et au Carrefour de la nouvelle économie (CNE).

«Celui que nous avons est plein et il faut trouver un nouvel immeuble. Nous privilégions toujours le quadrilatère du centre-ville», commente Pierre Dagenais, de la SDERS.

«Nous avons lancé un appel aux propriétaires d'immeuble pouvant convenir. Je sais qu'un promoteur m'a signalé son intention de déposer une

Voir CDTI en page A2

## Le général Baril enquêtera sur la méprise américaine

Isabelle Rodrigue (PC)  
OTTAWA

Le général à la retraite et ex-chef d'état-major de la Défense, Maurice Baril, présidera une commission d'enquête convoquée par le gouvernement pour faire la lumière sur la méprise qui a coûté la vie à quatre soldats canadiens et qui en a blessé huit autres, en Afghanistan.

«Je tiens à affirmer à tous les Canadiens que, dans les jours et les semaines à venir, nous allons enquêter (sur) ce terrible incident (...) Cette enquête sera fouillée, elle se déroulera le plus rapidement possible, et les familles seront tenues informées de sa progression», a déclaré le ministre de la Défense, Art Eggleton, en conférence de presse. M. Baril, dont la candidature a été suggérée par le premier ministre Jean Chrétien, sera appuyé par quatre autres membres qui seront nommés sous peu.

La commission d'enquête aura pour tâche de tenter de comprendre comment il se fait qu'un pilote d'avion de chasse F-16 américain a pu, par erreur, larguer une bombe sur des soldats canadiens en Afghanistan, alors qu'une centaine de Canadiens s'exerçaient à un exercice de tirs réels.

Comme un pilote américain est impliqué dans l'accident, les États-Unis mèneront eux aussi leur enquête. M. Eggleton a toutefois indiqué que la

défense américaine a répété que leur collaboration serait entière.

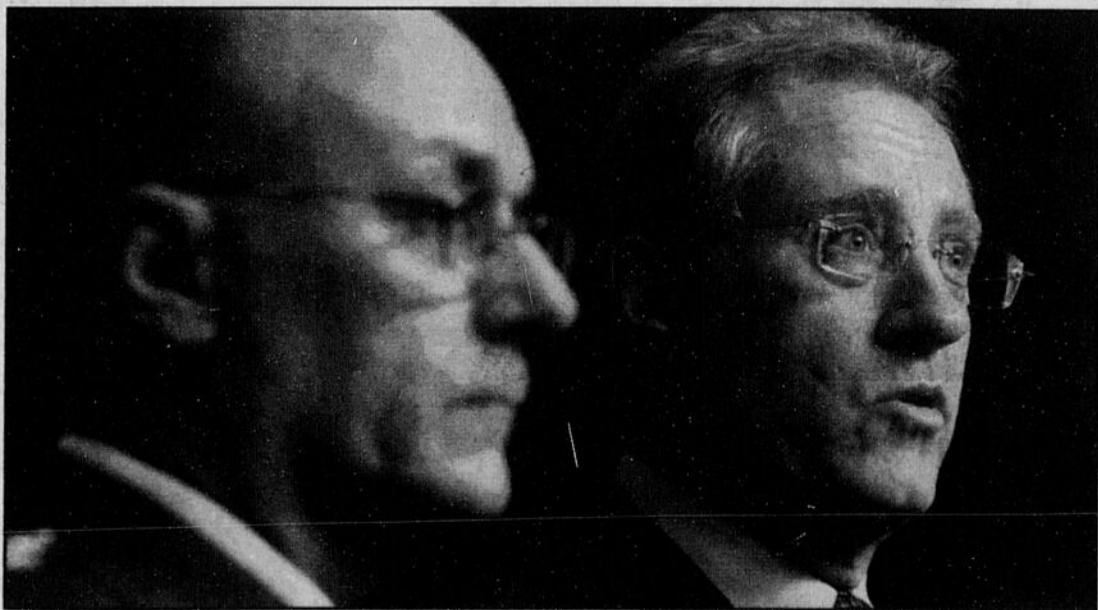
La Défense nationale a révélé l'identité des victimes et des blessés en milieu de journée. Les victimes sont le sergent Marc D. Léger, de Lancaster (Ontario), le caporal Ainsworth Dyer, de Montréal, le soldat Richard A. Green, d'Edmonton (Alberta), et le soldat Nathan Smith, de Patmagouche (Nouvelle-Écosse). Les blessés ont été identifiés comme étant: le sergent Lorne Ford, le caporal René Paquette, le caporal-chef Curtis Hollister, le caporal Brett Perry, le caporal Shane Brennan, le caporal-chef Stanley Clark, le caporal Brian Decaire et le soldat Norman Link.

L'accident s'est produit alors que les soldats canadiens étaient en exercice, en pleine nuit, à environ 14 kilomètres au sud de la base militaire de Kandahar. Un avion de chasse F-16 de l'armée américaine a largué au-dessus de leurs têtes une bombe de 250 kilos.

Lors d'un point de presse, hier, le général Raymond Hénault, chef d'état-major de la Défense, a expliqué que l'endroit où se trouvaient les troupes canadiennes était connu comme étant un terrain d'entraînement.

Des porte-parole du Pentagone ont avancé comme explication que le pilote ne savait pas qu'il volait au-dessus d'une zone d'entraînement. Les éclairs produits par les tirs des armes des

Voir MÉPRISE en page D8



Presses Canadienne  
Accompagné du général Raymond Hénault, chef d'état major de la défense, le ministre Art Eggleton a annoncé hier la tenue d'une commission d'enquête afin de faire la lumière sur la méprise à l'origine de la mort accidentelle de quatre soldats en Afghanistan.

### Suprem Automobile

4620, boul. Bourque Rock Forest • (819) 821-9272



#### Météo



ORAGES Maximum 21 Minimum 2  
Lever soleil: 5h54 Coucher: 19h37

#### Index

Ann. classées.....	C7	Horoscope.....	D4
Arts.....	D1	Loteries.....	A3
Bandes dessinées.....	D4	Messier.....	C8
Chez nous.....	B1	Météo.....	D5
Décès.....	D6	Mots croisés.....	C7
Économie.....	B3	Opinions.....	A6
Éphémérides.....	D6	Sports.....	C1

Sherbrooke  
**LaTribune**  
écrit l'histoire  
au quotidien

## À LIRE DEMAIN

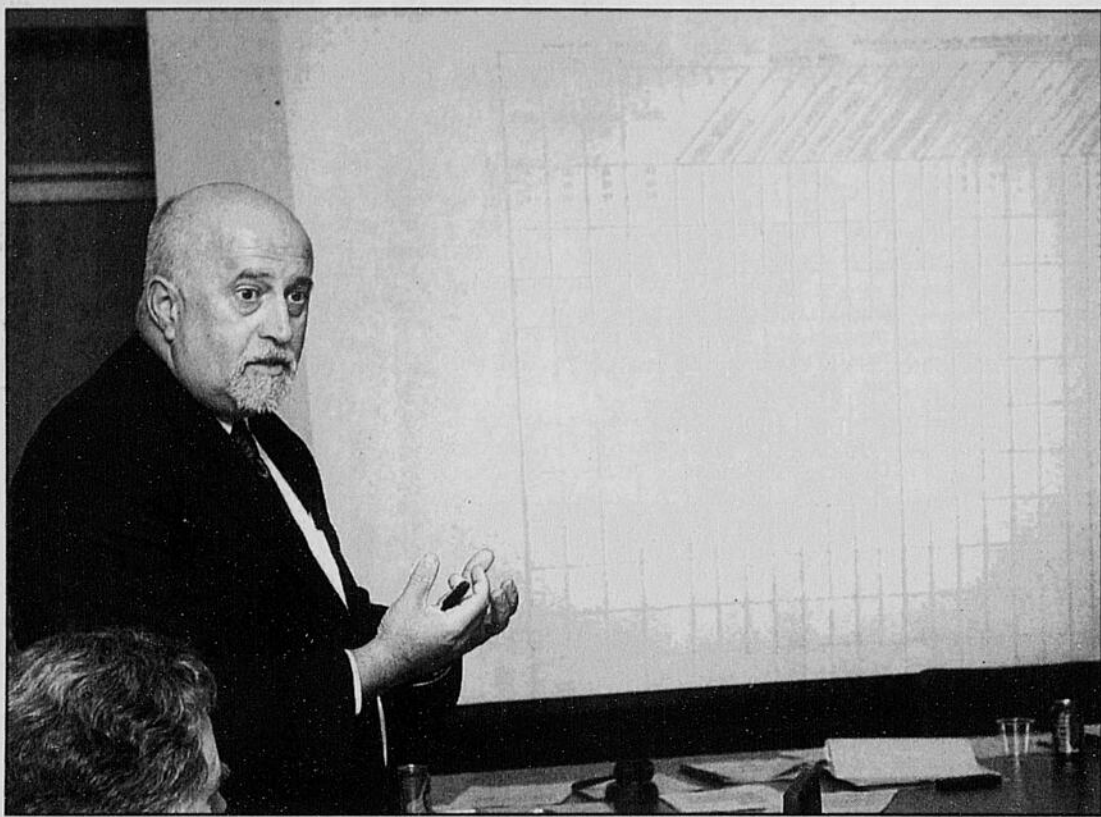
### Tout est en place pour la 20e édition du Salon Expo-Habitat

**La Tribune**  
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8  
www.cyberpresse.ca

<b>PRÉSIDENT ET ÉDITEUR</b> Raymond Tardif	<b>VICE-PRÉSIDENT FINANCES ET ADMINISTRATION</b> René Morin
<b>RÉDACTION</b> (819) 564-5454 Télécopieur 564-8098 redaction@latribune.qc.ca	<b>PUBLICITÉ</b> (819) 564-5450 Télécopieur 564-5482
<b>RÉDACTEUR EN CHEF</b> Maurice Cloutier	<b>DIRECTEUR</b> François Fouquet
<b>DIRECTEUR DE L'INFORMATION</b> Michel Morin	<b>ADJOINTS</b> Alain LeClerc Christian Malo
<b>ADJOINTE AU DIRECTEUR</b> Jacynthe Nadeau	<b>ANNONCES CLASSÉES</b> (819) 564-2222 Télécopieur 564-5482
<b>TECHNOLOGIE ET INFORMATIQUE</b>	Lundi ou jeudi : 8 h 30 à 16 h 30 (au bureau) 8 h 30 à 19 h 30 (au téléphone) Vendredi : 8 h 30 à 16 h 30 (au bureau)
<b>DIRECTEUR</b> René Béliveau	<b>ADJOINT</b> Stéphane Garant
<b>ADJOINT</b> Stéphane Garant	<b>PRODUCTION</b> DIRECTEUR André Roberge
<b>ADJOINTS</b> Steeve Rancourt Michel Doyon	<b>ADJOINTS</b> André Cusseau Serge Nadeau
<b>ABONNEMENT ET TIRAGE</b> (819) 564-5466 Sans frais 1 800 567-6955	

## CHUS

Suite de la page A1



Le directeur général du CHUS, Jean-Pierre Chicoine, a expliqué que les salles d'urgence subissaient une pression énorme parce que des patients allités au CHUS n'y ont plus leur place car leur état nécessite des soins de longue durée. «Le CHUS est devenu une unité régionale de transition», déplore-t-il.

président du Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP), le Dr Gilles Faust, en a rajouté, en se montrant très inquiet. Il a parlé de «risque élevé d'erreurs», de possibilités de «contamination nosocomiale» et d'une médecine et de soins très difficiles à rendre aux patients.

### La balle à la Régie régionale

Les membres du conseil d'administration du CHUS n'ont pas hésité à interpellier très directement la Régie régionale de l'Estrie, faisant valoir que c'est justement son rôle de corriger la situation.

«De notre côté, on a fait tous les efforts possibles. On rouvre des lits de transition, on loue des places sur le privé (à Sherbrooke) et on envoie des gens en longue durée, on éprouve notre personnel... C'est à leur tour (à la Régie régionale) de s'enlever les doigts dans le nez», a tempêté Gilles Castonguay.

Le président du conseil d'administration, Denis Paré, a soumis qu'il est urgent de trouver une

solution, non seulement pour faciliter la vie au CHUS mais pour permettre aux patients ayant besoin de soins de longue durée de vivre dans un environnement approprié.

À l'issue d'échanges, une résolution a été adoptée à l'effet d'exiger de la Régie régionale de l'Estrie une intervention avec des pistes concrètes de solutions, au plus tard d'ici un mois.

Également, à la suggestion de Richard Royer, le CHUS fera parvenir directement à la Régie régionale de l'Estrie la facture pour les frais que l'hôpital doit assumer à cause d'un problème indépendant de sa volonté. L'établissement estime à environ 2 millions \$ par année les frais d'ouverture de lits de transition, de location au privé et de rémunération du personnel requis.

Le budget de 210 millions \$ que le conseil d'administration a adopté pour l'année 2002-2003 porte en effet une mention de cette facture à titre de «compte recevable», histoire de bien montrer que le CHUS est déterminé à en finir avec un vieux problème qui s'aggrave.

## CDTI

Suite de la page A1

demande. Nous, la SDERS, nous avons un pouvoir de recommandation, sur les aspects techniques, mais les propriétaires doivent appliquer auprès d'Investissement Québec. C'est ensuite la ministre des Finances (Pauline Marois) qui prend la décision.

Les CDTI et les CNE (on en retrouve ailleurs dans les grandes villes du Québec) accordent des crédits aux entreprises pour les salaires des travailleurs s'y installant. Après un début lent, celui de Sherbrooke, situé sur la rue Galt, connaît un réel succès.

«Il ne reste que le sous-sol, ajoute M. Dagenais. Quand on a commencé, cet immeuble était occupé à seulement 25 pour cent. Maintenant, il est plein.»

M. Dagenais aimerait aussi que d'autres promoteurs se signalent. Il aurait apprécié que l'immeuble abritant la phase 2 du CDTI sherbrookoise prenne place au coin des rues King Ouest et Belvédère. Cela aurait donné le coup d'envoi du projet Cité des rivières.

«Il y aurait pu avoir des bureaux dans les étages et du commercial au rez-de-chaussée, lance-t-il. Ça aurait pu être intéressant, mais je n'ai pas de promoteur. Je me suis engagé à appuyer les immeubles qui répondent aux caractéristiques demandées pour les CDTI. La décision finale ne

nous appartient pas.»

On devrait être fixé d'ici quelques mois, à moins que des entreprises «nous poussent dans le dos, fait-il remarquer. Je sais que des entrepreneurs sont très intéressés. L'autre jour, j'ai rencontré un homme d'affaires de Toronto qui était ici (à Sherbrooke) pour chercher de l'espace locatif. Je lui ai parlé des possibilités du CDTI et il avait l'air intéressé.»

Au départ, ajoute le commissaire industriel, l'immeuble de la rue Galt, qui abrite aussi des ministères provinciaux, devait se libérer afin de donner toute la place aux entreprises du CDTI et du CNE.

Mais le propriétaire, un homme d'affaires montréalais, ne tient plus vraiment à ce que les locataires gouvernementaux quittent, dit-il. «L'immeuble est à vendre. Le propriétaire nous a joué un tour. Il souhaite garder les ministères parce que l'immeuble est plus facile à vendre quand il est occupé par des ministères que par seulement des entreprises de CDTI et de CNE. C'est plus sûr.»

«Mais ça ne me dérange pas. L'immeuble dont le propriétaire est intéressé est plus prestigieux. Les entreprises recherchent ça. Certaines avaient refusé de s'installer dans l'immeuble de la rue Galt.»

## LAIT

Suite de la page A1

de lait...

«Ça prend le même personnel et le même bassin de production, que tu remplis juste un peu plus, a-t-elle poursuivi. Ça ne te coûte que la coupe, l'emballage et la distribution du fromage. On nous paye les composants. Cela doit être sous-traité de la facture normale du lait.»

S'il n'y a aucune anicroche, aucun piège ou aucun imprévu dans le don de lait en trop de la Fédération des producteurs de lait du Québec, la Laiterie Coaticook répètera l'expérience. D'ailleurs, un autre surplus de 1500 litres de lait est attendu à Coaticook cette semaine. Il sera transformé en bon fromage qui sera à nouveau acheminé aux banques alimentaires.

«Si c'est possible pour nous de le faire à long terme, on va le faire. Si tout le monde en fait un

peu (pour les démunis), ça va faire beaucoup en bout de ligne», de renchérir Mme Provencher.

Ce n'est certainement pas Gilles Duquette de Moisson Estrie qui va contredire Mme Provencher. M. Duquette assume également la présidence de la Fédération provinciale des banques alimentaires et il profitera de son statut pour répandre la bonne nouvelle ailleurs au Québec. La Fromagerie Coaticook sera largement citée en exemple.

«Je vais travailler afin que cela se fasse ailleurs également. On va essayer de sensibiliser d'autres transformateurs et les inciter à imiter la Fromagerie Coaticook», d'ajouter M. Duquette.

Quelle belle initiative. Oui, les bonnes nouvelles peuvent aussi faire les premières pages...

## Relance de l'enquête sur la disparition de Julie Bureau

Pierre Saint-Jacques  
SHERBROOKE

Les enquêteurs de l'Escouade des crimes majeurs de la Sûreté du Québec en Estrie et la famille de Julie Bureau, âgée de 15 ans, n'ont jamais lancé la serviette dans ce dossier énigmatique de disparition et ils reviennent à la charge en diffusant les photographies de deux hommes que les policiers aimeraient rencontrer.

«Les deux personnes se trouvant sur les photos pourraient être des amis, des connaissances ou des personnes avec qui Julie discutait par le biais de salons de discussion sur Internet. Les policiers aimeraient rencontrer et solliciter la collaboration de ces gens qui pourraient peut-être leur donner des renseignements utiles dans la poursuite de leur enquête», a indiqué hier l'agent Jimmy Potvin, porte-parole de l'Unité d'Affaires publiques de la SQ de l'Estrie.

Rappelons que Julie Bureau est disparue de Coaticook, le



Les enquêteurs de l'Escouade des crimes majeurs de la SQ désirent retracer et interroger deux individus dont les photos ont été retrouvées dans le contenu de l'ordinateur de Julie Bureau, disparue depuis le 26 septembre 2001.

mercredi 26 septembre 2001, et n'a jamais été revue depuis.

Elle a les cheveux roux, les yeux bleus, mesure 1,63 m (environ cinq pieds et cinq pouces) et elle pèse dans les 52 kilos (115 livres).

L'agent Potvin a expliqué que dans le cadre d'enquêtes de disparition ou de fugue, les policiers rencontrent normalement toutes les personnes dans l'entourage de la personne disparue.

«Dans le cas présent, les policiers ont obtenu le contenu de l'ordinateur qu'utilisait la jeune fille et y ont découvert six photographies. Parmi celles-ci, quatre personnes ont pu être identifiées et rencontrées. Il en reste deux.»

Si ces deux personnes se reconnaissent ou si des gens les ont reconnues, elles ou ils sont priés de communiquer avec les policiers via la ligne INFO-crime au numéro suivant: 1-800-711-1800.

On sait que depuis l'automne dernier, des recherches intensives, notamment dans le secteur de la carrière de Lingwick, ont été effectuées et des tas d'informations ont été vérifiées, toujours en vain jusqu'à ce jour.

**P E T I T E**  
tailles 5 pieds quatre et moins

**LE PULL CÂBLES MATELOT 49.95**

C'est le pull pêcheur en tricot léger lin et coton, renouvelé par la forme près du corps, l'encolure bateau, les manches 3/4 et les bords roulottés. Ivoire, rouge, bleu. P.m.g.tg. Rég. 65.00 Notre exclusivité.

**simons**

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

# Le salaire du maire en six mois

Le président du comité de transition, Serge Racine, a touché 120 000 \$

Luc Laroche  
llaroche@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Le président du comité de transition de la nouvelle ville de Sherbrooke, Serge Racine, a touché pour six mois une rémunération équivalente à ce que sera le salaire du maire pour une année complète. Québec a versé 120 000 \$ à M. Racine pour s'acquitter du mandat qu'il lui avait confié.

Au total, le gouvernement provincial a déboursé un peu plus de 380 000 \$ en salaires aux membres du comité Racine sur un budget de transition de 2 millions \$. Le maire suppléant de Sherbrooke, Clément Nault, ne juge pas cette compensation financière exagérée, considérant les résultats.

Suivant la grille appliquée dans toutes les agglomérations urbaines fusionnées dans la même vague que Sherbrooke, le président du comité de transition a touché une compensation de 1000 \$ par jour tandis que les autres membres ont eu droit à une indemnité journalière de 800 \$ par jour.

«C'était le prix à payer pour avoir des personnes compétentes. Je ne crois pas que le salaire aurait été aussi élevé si le mandat s'était échelonné sur quelques années. La période de travail était très intense. En six mois, ces gens ont



Serge Racine



Nicole St-Martin



Me Bernadette Doyon



Aldée Cabana



Janyne Hodder

probablement effectué une charge qui aurait normalement été étalée sur un an. En jugeant sur le résultat, la rémunération n'était pas exagérée», a commenté hier Clément Nault, en l'absence du maire Jean Perrault.

Le salaire du président du comité de transition est le seul qui a excédé 100 000 \$. La directrice de l'Institut de recherche et de l'enseignement pour les coopératives à l'Université de Sherbrooke, Nicole St-Martin, a quant à elle reçu 84 000 \$ pour la coordination des secteurs des loisirs, de la culture et de la vie communautaire.

La supervision du comité des relations de travail a valu une compensation financière de 65 000 \$ à Me Bernadette Doyon, somme qui a été versée à son cabinet d'avocats sous forme d'honoraires juridiques.

Le montant inclus donc dans le cas de Me Doyon les deux taxes, TPS et TVQ.

Aldée Cabana a reçu 50 400 \$ pour sa participation aux travaux du comité de transition tandis que la principale de l'Université Bishop's, Janyne Hodder a eu droit à une compensation de 36 800 \$, qu'elle a versée en totalité à la Fondation de Bishop's. Le président du comité des finances, André L'Espérance, est celui qui a obtenu la rémunération la moins élevée, à 29 700 \$.

«Le comité des finances a fonctionné en bonne partie avec une équipe composée de permanents. Sans rien enlever à M. L'Espérance et sans vouloir parler en son nom, je présume néanmoins que c'est ce qui explique que sa présence ait été requise moins souvent.

Quant à moi, je suis tout à fait à l'aise de défendre le montant que j'ai reçu», a déclaré Nicole St-Martin lorsque questionnée sur les écarts entre sa rémunération et celle du responsable des finances.

## Tâche complexe

Selon Mme St-Martin, la commande était exigeante et a été exténuante.

«Je comprends qu'un salarié moyen, ne gagnant qu'une fraction de ces sommes, sursaute en prenant connaissance de chiffres, qui doivent être expliqués et mis en contexte. Il s'agit d'un travail d'experts pour une tâche qui était fort complexe. Ce n'était pas simple d'appliquer les prescriptions d'un décret en respectant les réalités des communautés locales. J'ai souvent

eu à travailler du petit matin jusqu'à tard le soir», précise-t-elle.

Serge Racine n'a pu être joint hier. Sachant depuis le tout début de son mandat que la question de la rémunération serait soulevée tôt ou tard, le président du comité de transition avait déclaré lors de sa toute première rencontre avec les journalistes, le 14 juillet 2001, «que lui et les membres de son équipe avaient décidé d'accepter ce mandat par esprit de civisme et qu'aucun n'attendait une telle proposition pour ruiner ses vacances ou pour mettre du steak sur la table».

Les autres salaires payés par le gouvernement provincial sont allés à des collaborateurs administratifs. On comptait parmi eux l'ancien directeur général de Lennoxville, Jacques R. Gagnon, qui agissait comme directeur général du comité de transition ainsi qu'un cadre à la retraite de l'ancienne Ville de Sherbrooke, Charles Martel, qui chapeautait le comité des finances. L'ancien directeur des Travaux publics, Frank Mascolo a également œuvré comme consultant.

Trois cadres supérieurs de Sherbrooke et recrutés par la nouvelle organisation municipale, Jacques Lacroix, François Poulette et Pierre Huard, qui ont cumulé des doubles fonctions durant la période de transition, ont également eu droit à une compensation pour cette surcharge de travail.

# Un écolier a mis le feu

Pierre Saint-Jacques

SHERBROOKE

Un enfant de moins de 12 ans aurait mis le feu dans le gymnase de l'école primaire Brébeuf, 1875 rue Albert-Skinner, dans le quartier Nord de Sherbrooke, le mardi 15 janvier, sur l'heure du midi.

C'est ce qu'ont mentionné les autorités du Service de Police de Sherbrooke, hier, tout en indiquant que pour leur part, le dossier d'enquête était complété.

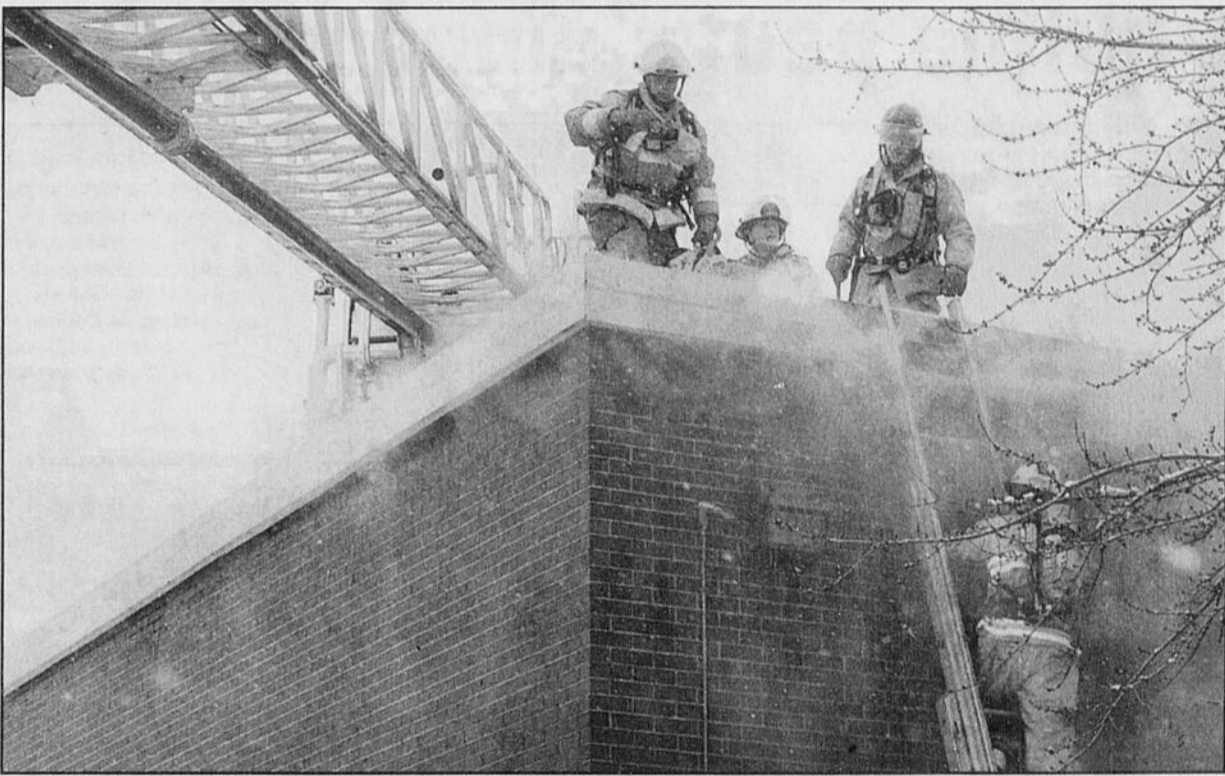
«L'enquête en ce qui nous concerne est complétée. Étant donné l'âge du témoin important dans ce dossier, nous avons soumis un dossier à la Direction de la protection de la jeunesse de même qu'au commissaire aux incendies» a indiqué le policier Michel Martin, porte-parole du SPS.

L'enfant étant âgé de moins de 12 ans, le cas ne pourra être judiciairisé.

C'est le détective Patrick Vuillemin qui était l'enquêteur principal dans ce dossier.

Rappelons que le feu avait éclaté dans des matelas d'exercice, dans le gymnase de l'école, ce qui avait entraîné l'évacuation de la centaine d'enfants qui restent à l'école sur l'heure du midi.

Le personnel de l'école avait accompli un travail superbe dans cette



L'incendie du 15 janvier, sur l'heure du midi, a causé des dommages de plus d'un demi-million de dollars à l'école Brébeuf.

évacuation et le concierge Mario Saint-Cyr avait joué un rôle de premier plan.

On a évalué les dommages à plus d'un demi-million de dollars.

C'était un mardi et les 250 élèves avaient reçu congé pour la balance de la semaine. Dès le lundi suivant, les activités reprenaient à l'école.

## Des bâtiments de l'UdeS hériteraient d'un nom

André Laroche

alaroche@latribune.qc.ca

SHERBROOKE

Quelques bâtiments de l'Université de Sherbrooke pourraient enfin être désignés par un nom.

L'UdeS songe en effet à nommer plusieurs facultés et autres lieux pour notamment aider les nouveaux étudiants et les nouveaux professeurs à s'y retrouver sur ce campus en mutation depuis quelques années.

Ainsi, si quelqu'un n'a jamais mis les pieds sur le campus Ouest, comment peut-il savoir que l'ancienne faculté d'administration s'avère en fait le bâtiment A-2 de l'actuelle faculté d'éducation.

Le comité de toponymie a déjà recueilli quelques suggestions. Mais avant de procéder à des recommandations, il désire obtenir les commentaires de la communauté sur les noms proposés.

Ainsi, il est proposé d'attribuer l'un des bâtiments de la Faculté d'éducation le nom de la syndicaliste Laure-Gaudreault. Celle-ci a lutté pour faire reconnaître l'importance de la profession d'enseignant.

Trois noms sont à l'étude pour l'autre bâtiment. D'abord celui de la romancière et enseignante Gabrielle-Roy, ou ceux des anciens doyens Richard-Joly ou Pierre-H-Ruel. Ce dernier est le fondateur de la faculté.

La Faculté des lettres et sciences humaines porterait le nom du poète et journaliste estrien Alfred-DesRochers.

La Faculté des sciences, de son côté, serait baptisée Samuel-Brisson. Ce botaniste et naturaliste a laissé une marque importante dans la région par son étude de la flore. L'herbier Rolland-Germain de l'UdeS est devenu grâce à son travail le troisième herbier en importance au Québec.

La Faculté de théologie, d'éthique et de philosophie adopterait pour sa part le nom de Fernand-Dumont. Sociologue, poète et professeur, ce essayiste a été un important penseur du Québec de la deuxième moitié du 20e siècle.

Enfin, le centre social serait nommé le Pavillon de la vie étudiante. Le campus Ouest pourrait devenir le campus principal ou le campus Bellevue. Le campus Est deviendrait le campus des Sciences de la santé.

Il est possible d'envoyer de nouvelles suggestions au secrétaire général de l'UdeS avant le 29 avril.

# Tous les meubles en prime!

C'était le lancement hier du sixième tirage de la Maison Desjardins

David Bombardier  
dbombard  
@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Une nouvelle maison entièrement meublée ou une Pontiac Vibe pendant deux ans pour dix dollars, ça vous dirait? C'est ce que proposent les fondations du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) et de l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke (IUGS), qui ont lancé hier matin le sixième Tirage de la Maison Desjardins.

Tous les jours jusqu'au 12 septembre prochain, on peut visiter la magnifique maison dans le stationnement du Rona L'Entrepôt, en face du Carrefour de l'Estrie.

L'an dernier, 53 000 billets à 5 \$ avaient été vendus, ce qui avait permis un bénéfice net de 109 000 \$ aux deux fondations. Cette année, le prix des billets double,



La toute nouvelle Maison Desjardins est maintenant ouverte au public dans le stationnement du Rona L'Entrepôt. Hier, les visiteurs ont eu droit à des guides de marque: Daniel Joubert, de Sears, Tout pour la maison, Denis Maréchal, de Rona L'Entrepôt, Luc Morin, de Maison Usinex, et Denis Paré, porte-parole de Desjardins. Les billets pour le tirage de la maison sont en vente au coût de 10 \$ et les profits iront aux fondations du CHUS et de l'Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke.

mais le directeur général de la Fondation du CHUS, Michel Poulin, compte bien vendre le même nombre de billets. Les profits pourraient donc atteindre plus de 200 000 \$ et serviront à l'achat d'équipement pour les bénéficiaires du CHUS et de l'IUGS.

## Des nouveautés

Pour la première fois, le tirage fera un deuxième gagnant: deux ans de location d'une Pontiac Vibe 2003, d'une valeur de plus de 12 000 \$. Au-

tre nouveautés: la maison est entièrement meublée, ce qui porte sa valeur à 235 000 \$.

De type clés en main, ce premier prix inclut non seulement la maison usinée par Maison Usinex, les meubles et les électroménagers (fournis par Sears, Tout pour la maison), mais aussi un cinéma maison, un système d'alarme, une table de billard, une entrée asphaltée, une assurance habitation valide pour un an, les frais de notaire, le terrassement en façade, la TPS et la TVQ. La Ville de Sherbrooke fournit pour sa part le terrain situé au 4895, rue Yamaska, dans le secteur Fleurimont.

Pour offrir de tels prix, des employés de Rona L'Entrepôt ont déniché une quarantaine de commanditaires. Ceux-ci ont défrayé environ les trois quarts des coûts de la maison, ce qui augmente sensiblement les éventuels profits des fondations. «Notre premier mandat, c'était d'avoir la plus belle maison possible au moindre coût», a d'ailleurs souligné le propriétaire du Rona L'Entrepôt, Renelle Antclif.

Pour la présidente du conseil d'administration de la Fondation de l'IUGS, Lise Perreault, «acheter un billet, c'est investir dans la qualité des soins offerts à toute la population de l'Estrie».

Ces billets sont en vente à la Maison Desjardins, dans les caisses Desjardins participantes et dans les hôpitaux de Sherbrooke. Une maquette de la maison, réalisée par des étudiants en technique de dessin du bâtiment du Centre 24-Juin, sera d'ailleurs exposée prochainement au CHUS de Fleurimont. Le tirage aura lieu le 12 septembre prochain à 14h.

loto-québec		Résultats	
TVA, le réseau des tirages			
<b>loto 649</b>	Tirage du 2002-04-17	GAGNANTS	LOTS
		6/6	1 5 000 000,00 \$
		5/6+	4 178 927,00 \$
		5/6	170 3 368,00 \$
		4/6	11 551 95,00 \$
		3/6	229 116 10,00 \$
Complémentaire:	(11)	Ventes totales:	15 694 549 \$
		Prochain gros lot (appr.):	2 000 000 \$
<b>Québec 499</b>	Tirage du 2002-04-17	GAGNANTS	LOTS
		6/6	0 1 000 000,00 \$
		5/6+	2 25 000,00 \$
		5/6	20 500,00 \$
		4/6	1 090 50,00 \$
		3/6	22 038 5,00 \$
Complémentaire:	(44)	Ventes totales:	599 592,50 \$
<b>Banco</b>	Tirage du 2002-04-18		
03 08 10 12 15 20 23 30 32 36			
42 47 52 54 61 63 64 65 67 69			
<b>Quintéplus</b>	Tirage du 2002-04-18	<b>Extra</b>	Tirage du 2002-04-18
3 135 4 8787	NUMÉRO: 585447	<b>Extra</b>	Tirage du 2002-04-17
		NUMÉRO: 657466	
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			
Si vous avez un problème de jeu...		MISE SUR TOI 1 866 505-JEUX	

# Tondeuse de patenteux, tondeuse du futur

André Laroche  
alaroche@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Si vous voulez voir la tondeuse du futur, n'allez pas à votre quincaillerie du coin. Pas chez Rona, ni chez Réno-Dépôt. C'est à l'Expo-sciences qui vous allez la trouver.

Cette mangeuse de pelouse assure une coupe plus uniforme, elle blesse moins le brin d'herbe et déchiquette les résidus si finement qu'il est inutile de vouloir les ramasser. Ils pénètrent dans le terrain et servent du même coup de fertilisant naturel. L'environnement ne s'en porte que mieux.

Ce petit bijou de technologie ne sort pas d'un labo d'une grosse multinationale. Il est le fruit de la recherche d'Alexandre Tardif, de Saint-Méthode. Il l'a bricolé un peu dans les ateliers du cégep de Thetford, où il étudie les techniques de génie mécanique, et un peu dans son garage.

«Je cherchais un sujet de recherche et je me suis mis à regarder ma tondeuse. Je me suis dit "Ca y est". La tondeuse n'a jamais évoluée. Toujours la même mécanique, le même «look». Il y a actuellement plus de recherche sur les toilettes que sur les tondeuses», débite ce patenteur digne de sa Beauce natale.

Avant de choisir sa technologie, Alexandre s'est documenté non seulement sur les tondeuses, mais aussi sur l'herbe. Il peut vous en dire long sur la constitution d'un tapis vert, mais aussi sur la révolution que concoctent actuellement les Allemands. «Dans dix ans, nous allons voir sur le marché des tondeuses à laser», prédit-il.

La tondeuse beauceronne est même équipée d'un phare à l'avant. Au départ, c'était surtout par coquetterie,



La tondeuse du futur est en démonstration à la Super Expo-sciences, au centre culturel de l'Université de Sherbrooke. Elle est le fruit de la recherche d'un vrai patenteur beauceron, Alexandre Tardif, de Saint-Méthode. À gauche, on trouve Karine Vanasse, la porte-parole de l'Expo-sciences, et, à droite, le recteur Bruno-Marie Béchard.

avoue le collégien. «Pour le design, je me suis inspiré de la Porsche 911 turbo», dit-il. Mais à l'essai, la lumière s'est trouvée très utile finalement.

Éventuellement, la tondeuse pourrait être munie d'un système de téléguidage. «C'est à l'étude», assure le jeune homme.

Alexandre est posté à l'un des quelque 90 kiosques disposés dans le centre culturel de l'Université de Sherbrooke. À l'ouverture officielle, le jeune homme à la parole facile avait avoué son plaisir premier: montrer à tout le monde qu'il est utile de se demander la simple question «pourquoi?».

Cet engagement de ces jeunes fascine la comédienne Karine Vanasse, porte-parole de l'événement.

«Ils partent tous d'une première question. Et lorsqu'ils trouvent la réponse, ils commencent à s'en poser d'autres. Ils en viennent à connaître tellement leur sujet que les revues ne suffisent plus. Ils doivent aller voir directement le chercheur. Moi, ça m'épate», a confié l'animatrice de la défunte émission Les Débrouillards.

«Et il faut voir leur humilité! Tu leur demandes combien d'heures ils ont mises là-dedans et ils ne le savent pas. Peut-être 150 ou 200 heures, disent-ils. Ils ne se rendent pas compte tout ce qu'ils ont réalisé.»

Le président scientifique de la Super Expo-sciences, le recteur Bruno-Marie Béchard, abondait dans le même sens. «Les jeunes rivalisent d'adresse. Cette finale provinciale est une rampe de lancement à des carrières scientifiques», a indiqué l'ingénieur.

La Super Expo-sciences se poursuit ce soir, de 19 à 21 heures. Elle ouvrira ses portes également demain jusqu'à 17h et dimanche avant-midi. L'entrée est gratuite.

# Une coop qui ne peut s'empêcher de grandir

Claude Plante  
cplante@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Les gens de la Coopérative d'Alentour ont fait la preuve que les aliments bio, ça marche!

La demande est tellement forte qu'ils doivent investir plus d'un million et quart \$ pour construire un immeuble tout neuf pouvant abriter toutes leurs activités.

Les travaux du bâtiment de 16 000 pieds carrés situé la route 220 (devant la Pépinière St-Elie) ont été lancés et devraient être terminés pour le 1er juillet, a-t-on signalé hier lors de la première pelletée de terre symbolique.

«Notre chiffre d'affaires (actuellement de 5M\$) progresse de 12 pour cent par année depuis cinq ans, indique le président de la Coopérative, Réal Nolette. Nous avons peine à suffire à la demande de nos produits biologiques.»

«Nous avons dû construire un nou-

vel immeuble. Nous serons plus à l'aise dans nos opérations. Nous aurons aussi un véritable magasin (2000 pieds carrés) où les clients et membres pourront faire leurs achats sans être directement dans un entrepôt.»


La coop a été fondée il y a 23 ans et a toujours été locataire. L'organisme se trouve présentement dans un local de 8000 pieds carrés situé dans le parc industriel de Sherbrooke.

Elle compte 3000 membres, des particuliers et des commerces. «Nous avons des clients à travers la province et nos produits biologiques nous viennent de la région estrienne et d'ailleurs au Québec, du Canada et des États-Unis ainsi que dans le monde, comme du Japon», note encore le président.

La directrice générale Louise Brunelle espère pour sa part tenir un marché public dans le stationnement du futur magasin entrepôt cet été. Elle lance donc un appel aux producteurs locaux. «J'ai fait des contacts, mais j'attends des réponses», dit-elle.



Les travaux de construction du magasin entrepôt de la Coopérative d'Alentour, situé sur la route 220, seront terminés en juillet prochain.



**Finale québécoise**  
Du 18 au 21 avril

Co	In	Cr	Ex
COMMUNIQUER	INNOVER	CRÉER	EXPÉRIMENTER

**Super Expo sciences Bell 2002**

Venez y découvrir une jeunesse tournée vers l'avenir.

Centre culturel, Université de Sherbrooke

Heures

18 avril : 9 h à 11 h 45 • 13 h à 16 h 30 • 20 h à 21 h 30

19 avril : 19 h à 21 h

20 avril : 9 h à 11 h 45 • 13 h à 17 h

21 avril : 9 h 30 à 12 h

Pour votre information : (819) 821-8000 poste : 3779



www.expo-sciences.sympatico.ca

**FUTURESHOP**  
Vous imaginez ce que votre futur vous réserve?

**AVIS À NOTRE CLIENTÈLE**

Veuillez noter l'erreur suivante qui s'est glissée dans notre circulaire du 17 au 23 avril 2002 :

à la page 22, la carte vidéo Radeon ATI 8500 de 128 Mo à 449,99 \$ est seulement disponible sur le site web de Future Shop (www.futureshop.ca).

La carte vidéo Radeon ATI 8500e (sku 10013768) est disponible dans tous nos magasins à 349,99 \$.

Veuillez nous excuser pour tout inconvénient que cela aurait pu causer à notre clientèle.

Merci de votre compréhension  
Département de publicité

## Une contravention de plus

Pierre Saint-Jacques  
SHERBROOKE

La fièvre du printemps s'est de nouveau manifestée au cours de la nuit de mercredi à hier quand les patrouilleurs du Service de Police de Sherbrooke ont dû intervenir dans le parc de stationnement de La Cachette des sportifs, boulevard Bertrand-Fabi, à Rock Forest.

Il était 3 h 48 et une clameur peu commune s'est fait entendre.

Un individu, visiblement éméché et agressif, était en train d'insulter pour ne pas dire injurier de belle façon un autre homme.

Les policiers ont donc interpellé l'individu qui causait tout ce tumulte et lui ont rédigé une contravention pour infraction au règlement municipal.


C'est en vérifiant les coordonnées de l'individu de 41 ans, de Sherbrooke que les policiers ont constaté qu'il faisait l'objet de quatre mandats de dépôt pour autant d'amendes impayées.

Pour avoir uriné dans un endroit public (une fois), avoir injurié un agent de la paix (deux fois) etc.

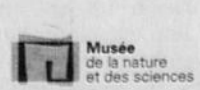



# Trouvez.

Boutiques chic, cadeaux coup de cœur, achats bonheur... seule la découverte compte. Prenez le temps de vous balader au centre-ville de Sherbrooke. Trouvez.



**Vivez votre centre-ville!**



# La Cité des rivières profitera à tous

Serge Paquin fait valoir que l'impact sera également positif pour les familles moins fortunées

Luc Larochelle  
llarochelle@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Tous les citoyens de Sherbrooke bénéficieront de l'impact de la Cité des rivières, pauvres comme riches. C'est le message qu'a livré hier le conseiller du district du Centre-Ville, Serge Paquin, devant une quinzaine de membres d'Action-Plus, un organisme voué à la défense des intérêts des assistés sociaux.

M. Paquin a reconnu que l'investissement de 80 M \$ dans un projet récréotouristique pouvait soulever des questions dans une communauté où la pauvreté sévit et à l'intérieur de laquelle plus de 6200 familles doivent consacrer plus de 50 % de leurs revenus pour se loger.

Il a cependant rappelé les rôles de chacun des paliers de gouvernements ainsi que l'obligation pour la Ville de stimuler la mise en valeur des terrains sous-exploités.

«Les investissements projetés représentent beaucoup d'argent. On peut, à juste titre, se questionner. Mais ce n'est pas le secteur municipal qui a la responsabilité première du partage de la richesse. Le gouvernement municipal a cependant comme rôle un développement local», a d'abord mis en contexte le conseiller Paquin.

Le représentant du Centre-ville a ensuite expliqué que la Cité des rivières générera de nouveaux emplois et améliorera la qualité de vie des familles moins fortunées en leur offrant des infrastructures facilement accessibles et gratuites autour du lac des Nations.

Les promoteurs du projet ont été invités à parler de la place qu'ils réserveraient aux gens moins fortunés sur les sites où il y aura une tarification, comme les spectacles nocturnes dans la gorge ou au pavillon thématique.

«C'est beau de dire que les gens pourront aller gratuitement autour du lac mais si les tarifs des spectacles sont inabornables pour les personnes à faibles revenus, on crée une classe d'exclus. Ce sont des éléments à considérer», a souligné le porte-parole d'Action-Plus, Pierre Gingras.



Le conseiller du district du Centre-Ville, Serge Paquin (de dos), a défendu hier les mérites du projet Cité des rivières devant une quinzaine de membres d'Action-Plus, un organisme voué à la défense des intérêts des assistés sociaux.

Tout en reconnaissant d'importants efforts de la part des administrateurs municipaux pour l'amélioration des conditions de logement et

sans remettre en question la Cité des rivières, le porte-parole de l'Association des locataires, Normand Couture, a rappelé que la région était sur le point de vivre à son tour une crise du logement et que la Ville devra consacrer davantage d'énergie et d'argent pour mieux répondre à ce besoin.

## Trois nouvelles accusations à la suite d'une saisie d'armes

Jacques Lemoine  
SHERBROOKE

Trois nouveaux chefs d'accusation ont été portés hier contre Daniel Bourque, âgé de 29 ans, qui avait été arrêté pour des armes à feu, des stupéfiants et du recel à la suite d'une intervention policière le 6 avril dans le rang 9, à Deauville.

Il a été inculpé de la possession d'un pistolet mitrailleur obtenu par la perpétration d'une infraction, la possession d'une arme à feu à autorisation restreinte chargée sans les autorisations nécessaires et de bris de probation.

Bourque a été ramené devant le juge Michel Côté de la Cour du Québec, à Sherbrooke, pour ces nouveaux chefs et son enquête sur cautionnement.

Me Conrad Chapdelaine a informé le tribunal de l'option de son client pour un procès devant jury pour les chefs principaux et de son plaidoyer de non culpabilité pour le troisième.

Le procureur André Campagna s'est opposé à l'élargissement provisoire du prévenu pendant les procédures.

Me Chapdelaine a demandé que l'enquête en cautionnement de son client soit reportée au 3 mai.

Bourque avait été arrêté à la suite de la saisie de 109 plants et 33,8 grammes de marijuana, 0,01 gramme de cocaïne, huit armes à feu, et de trois VTT rapportés volés.

## Devant le tribunal pour l'explosion de la rue Sara

Jacques Lemoine  
SHERBROOKE

Nicolas Drouin, 22 ans, et Dany Gilbert, 20 ans, ont été inculpés d'un incendie criminel au 570 rue Sara, de production d'huile de marijuana et de possession de marijuana en vue de trafic le 31 janvier dans l'arrondissement Ascot.

Ils ont comparu hier devant le juge Michel Côté de la Cour du Québec, à Sherbrooke.

Les accusés, représentés par Me Jean-Marc Bénéard et Joël Bourassa, ont opté pour un procès devant jury et devront revenir devant le tribunal le 18 et le 13 juin pour la

suite des procédures.

Le ministère public était représenté à l'audience par le procureur Charles Crépeau.

Selon une source policière, une explosion a été entendue vers 21 h dans un appartement de cet immeuble et deux individus ont été aperçus au moment où ils quittaient les lieux.

On a trouvé à cet endroit deux chaudrons, un contenant de naphta et des feuilles de marijuana.

L'appartement a subi pour environ 30 000 \$ de dommages.

Des sommations ont été émises par la suite contre les deux suspects.

## ERRATUM

Dans l'annonce de

**Val Estrie**  
www.valestrie.com

parue le 17 avril dernier  
veuillez prendre note que la  
Mustang Cabriolet à 26 995 \$  
n'inclut pas les sièges en cuir.

Nous nous excusons de tous les  
inconvenients causés par cette erreur.

69089



Enfin à Sherbrooke!

**CONFÉRENCES**  
Énergie - Vitalité  
par les cures de foie  
C'est la saison!  
INVITÉE SPÉCIALE :



Mme Danielle Gosselin, B.Sc. Biologie, n.d.  
Co-auteur du « Guide des bons gras »  
et du « Guide alimentaire anti-âge »  
Professeure et chroniqueuse à la radio et à la télévision

Une occasion unique de découvrir les secrets  
de la longévité par « l'alimentation-plaisir »

**Des trucs, encore des trucs... pour tous**  
Votre corps et votre esprit performeront comme jamais auparavant!  
**À NE PAS MANQUER** *Surprise sur place*

**LE LUNDI 22 AVRIL À 19 h 30**  
Auberge Royale, 1910, rue King Est, Fleurimont  
Entrée : 8\$ (taxes incluses) Réservation : (819) 563-4994  
Organisée par la FONDATION ANTI-ÂGE

La Fondation Anti-âge est un organisme international sans but lucratif et éditeur du « Guide alimentaire anti-âge ». En plus de s'intéresser à la recherche sur la longévité, la Fondation a comme mandat de faire connaître les dernières données à toute la population. Commandité par le Club YES I'm fit!

Ville de Sherbrooke

### LA GRANDE TOURNÉE DES VENTES-DÉBARRAS DE RETOUR POUR UNE DEUXIÈME ANNÉE!

Tous les Sherbrookoïses et les Sherbrookoïses sont invités à organiser, beau temps mauvais temps, une vente-débaras à leur résidence la fin de semaine des 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> juin prochains. Faites comme les 434 résidents et résidentes, qui en 2001, se sont inscrits à la grande tournée des ventes-débaras. Pour ce faire, les gens n'ont qu'à remplir le coupon d'inscription et le retourner avant le 23 avril 2002.

Par la suite, la Ville de Sherbrooke s'occupe de la promotion de ces ventes-débaras en publiant, dans le journal La Tribune du samedi 1<sup>er</sup> juin 2002, une liste complète de toutes les adresses inscrites et en fournissant, dans les jours précédant l'événement, une carte localisant toutes les inscriptions. Cette carte sera disponible dans les bureaux d'arrondissements, dans les présentoirs que possède la Ville de Sherbrooke dans les caisses populaires et dans les différents services de la Ville de Sherbrooke.

Exceptionnellement, le coût du permis est fixé à 10 \$ pour cette fin de semaine, comparativement au montant usuel de 25 \$ pour toute vente-débaras. Comme deux permis peuvent être émis pour une même adresse civique pendant une période d'une année de calendrier, être citoyens et les citoyennes qui participeront à la Grande tournée des ventes-débaras les 1<sup>er</sup> et 2<sup>es</sup> juin pourront, s'ils le désirent, tenir une autre vente-débaras cette année.

À Sherbrooke, notre environnement on se "réemploie" à le protéger!

Ville de Sherbrooke Dernière semaine d'inscription

### LA GRANDE TOURNÉE DES VENTES-DÉBARRAS LES 1<sup>er</sup> ET 2<sup>es</sup> JUIN 2002 COUPON D'INSCRIPTION

Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_ (Inscrire le nom de l'ancienne ville, s'il y a lieu)  
Téléphone : \_\_\_\_\_ Code Postal : \_\_\_\_\_

Si vous connaissez votre numéro d'arrondissement, s.v.p. bien vouloir le cocher :

Arrondissement n° 1  Arrondissement n° 2  Arrondissement n° 3   
Arrondissement n° 4  Arrondissement n° 5  Arrondissement n° 6

Joindre un chèque de 10 \$ à l'ordre de la Ville de Sherbrooke  
de la Ville de Sherbrooke  
À retourner avant le 23 avril 2002 à :

Ville de Sherbrooke  
Service des finances et de la trésorerie  
145, rue Wellington Nord  
C.P. 610  
Sherbrooke QC J1H 5H9

Renseignements :  
821-5572

68276

**VENTE 24 HEURES** **DÉBUTE LE 18 AVRIL DÈS 9H**

**LECTEUR DVD** **HI-FI STÉRÉO**

**LECTEUR DE DVD/CD** **VIDÉO 4 TÊTES HI-FI STÉRÉO**

• Compatible à la technologie Dolby Digital et DTS • Programmation à l'écran

**81\$** **88\$** **51\$**

**148\$** **459\$** **32"**

**40\$** **JVC** **MONITEUR 32" STÉRÉO**

• Technologie SUPER VHS ET • Si on sélectionne menu, écran tactile et vidéo

**158\$** **41\$** **699\$** **100\$**

**SONY** **NOUVEAU MODÈLE 2002** **TECHNOLOGIE SUPER VHS ET**

**RADIO CD/AM/FM POUR L'AUTO** **JVC** **CAMERA VIDÉO «SUPER VHS»**

• Possibilité (4 + 45 watts) • Sorties préamplifiées • Écran ACL 2.5" • Stabilisateur d'image • Hyper zoom numérique 500X • Lampe automatique intégrée

**119\$** **588\$** **788\$** **212\$**

**INCLUS** Haut-parleurs d'extrêmes graves **ENSEMBLE CINÉMA MAISON LIFESTYLE DESIGN**

• Récepteur numérique inclure • Lecteur DVD/CD/MP3/MP3 • Décodeur Dolby Digital intégré • Compatible MP3 • Incluent 5 haut-parleurs et 1 haut-parleur d'extrêmes graves

**ORDINATEUR MULTIMÉDIA**

• Processeur Celeron 500MHz • Mémoire 128 Mo • Disque rigide 5.0 Go (5400 RPM) • Cd rom 52X • Lecteur de disquettes 1.44 • Cartes vidéo et de son intégrées • Fax/modem 56 K • Logiciel d'exploitation WINDOWS XP • Haut-parleurs, clavier et souris 2 boutons inclus • Le photo diffère du modèle en vente

85 magasins **STEREOplus** **ELECTRONIQUE**

www.stereoplus.com

**LES PROMENADES KING 2223, rue KING OUEST SHERBROOKE 822-3344 • 823-5501**

68285

PRÉSIDENT ET ÉDITEUR Raymond Tardif  
 RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier  
 DIRECTEUR DE L'INFORMATION Michel Morin  
 ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau

# Opinions

## Certains voudraient que le pape démissionne...

La question fait l'objet de toutes les grandes revues internationales; on ne peut y échapper. Même si la réponse n'est pas aussi simple qu'on le voudrait, il faut tenter d'y voir clair.

Que Jean-Paul II soit malade, c'est une évidence qu'il n'essaie même pas de cacher lui-même. La maladie du Parkinson dont il souffre depuis quelques années le mine un peu plus chaque jour. Il a l'allure d'un vieillard dont on veut avoir pitié: chaque image qu'il envoie au monde convainc un peu plus de gens, croyants ou non, d'Europe ou d'Amérique, qu'il porte une croix qui devient trop lourde pour ses épaules. Ses proches se disent inquiets. Les uns profitent de son absence des activités vaticanes pour mener les choses à leur façon; les autres craignent que son incapacité à diriger l'Église éloi-

gne les catholiques qui cherchent un leader fort et solide à leur tête.

Lui, il ne semble pas s'en faire: il a annoncé à Pâques qu'il viendrait à Toronto l'été prochain. Il ne peut plus marcher, tant pis, on le pousse sur un petit fauteuil roulant. Il a du mal à lire: il improvise alors ses mots sur un ton plus humain que ne lui permet la lecture. Son majordome dit ne plus savoir que faire de tous les appareils orthopédiques que le pape reçoit: des cannes jusqu'aux fauteuils électriques et aux médicaments miracles! Bref, il agit comme s'il était inconscient du mal que le reste du monde semble voir pour lui. Faudrait-il lui imposer de démissionner?

D'abord, le pape ne peut «démissionner»: on remet sa démission à un supérieur... et il n'en a pas! Il pourrait décider de se retirer dans un couvent. Ce qu'un de ses prédécesseurs,



Jean-Cyrille DUBUC

Grégoire XII, a fait, au XVe siècle, quand, après trois mois de pontificat, il s'est rendu compte que la tâche était trop exigeante pour lui et est retourné au monastère d'où il venait. Mais aucun pape n'a quitté ses

fonctions pour raison d'âge ou de santé: la vie -ou la mort- a toujours décidé de son sort.

Certains soutiennent que l'Église profiterait d'un nouveau pape aux idées plus larges concernant certaines questions morales. Erreur: un successeur respecterait trop un pape retiré mais attentif à ses gestes pour oser le contredire et le blesser dans ses convictions. On ne tourne pas une page devant son auteur.

Une seule condition pourrait convaincre le pape ou son entourage à susciter sa retraite; l'affaiblissement de sa pensée, de ses capacités intellectuelles, bref, de sa raison. Et de cela, il faut bien admettre que personne n'en a non seulement de preuve mais même pas d'indice.

Justement, pourquoi Jean-Paul II attire-t-il tant les foules, et surtout les jeunes de partout dans le monde? Pour son audace indéfectible.

Il ne cesse de poser des gestes uniques, de réconciliation avec des groupes comme avec des personnes que l'Église a blessées, de dialogue avec les autres religions, de défense des droits des personnes, d'appui aux plus défavorisés, d'espoir aux plus désespérés, d'appel à la paix dans le monde. Il apparaît comme un être libre dans un monde dominé par l'intérêt personnel et par la violence. C'est ce que les jeunes aiment le plus de Jean-Paul II: son courage, au-delà de l'audace, envers et contre tout et tous.

Le cardinal français Roger Etchegaray disait récemment: «On gouverne l'Église avec sa tête, pas avec ses jambes». Jean-Paul II devra donc se retirer le jour où sa tête fléchira. Ça, il le sait sûrement. Tant qu'il n'en aura pas de signe évident, il faut s'attendre à ce qu'il demeure solidement en place.

### Lettres ouvertes

## Chauffards criminels

Monsieur Serge Ménard,  
Ministre des Transports

Vous êtes sensé savoir qu'environ 80% des citoyens du Québec sont en faveur de modifications au régime d'assurance-automobile du Québec adopté en 1978 et réclament celles-ci avec insistance et dans les meilleurs délais.

En effet ces citoyens, donc vos électeurs, sont en accord pour au moins deux modifications primordiales: que la Société d'assurance-automobile du Québec (SAAQ) ne rembourse pas systématiquement les indemnités versées aux conducteurs en état d'ébriété, ce qui permettrait en partie d'augmenter les indemnités (souvent ridicules) que l'on donne aux victimes; et, plus important encore, que les victimes puissent poursuivre ces chauffards en justice.

J'espère que vous savez que votre prédécesseur, monsieur Guy Chevrette, avait lancé le débat sur ce problème. Apprenant par voie de presse que vous ne semblez pas intéressé à poursuivre ce débat, je me demande pourquoi vous ne voyez pas d'urgence dans ce dossier, alors que c'est d'une grande nécessité pour la sécurité de tous, n'est-ce pas, Monsieur le ministre?

En tant que ministre des Transports, vous avez les moyens et le devoir d'agir mais il ne faut pas faire la sourde oreille et vite mettre vos culottes afin de poursuivre l'étude de ce dossier urgent.

Jean-Claude Royer  
Conseiller  
Ham-Nord

## Des négos sur le dos des enfants

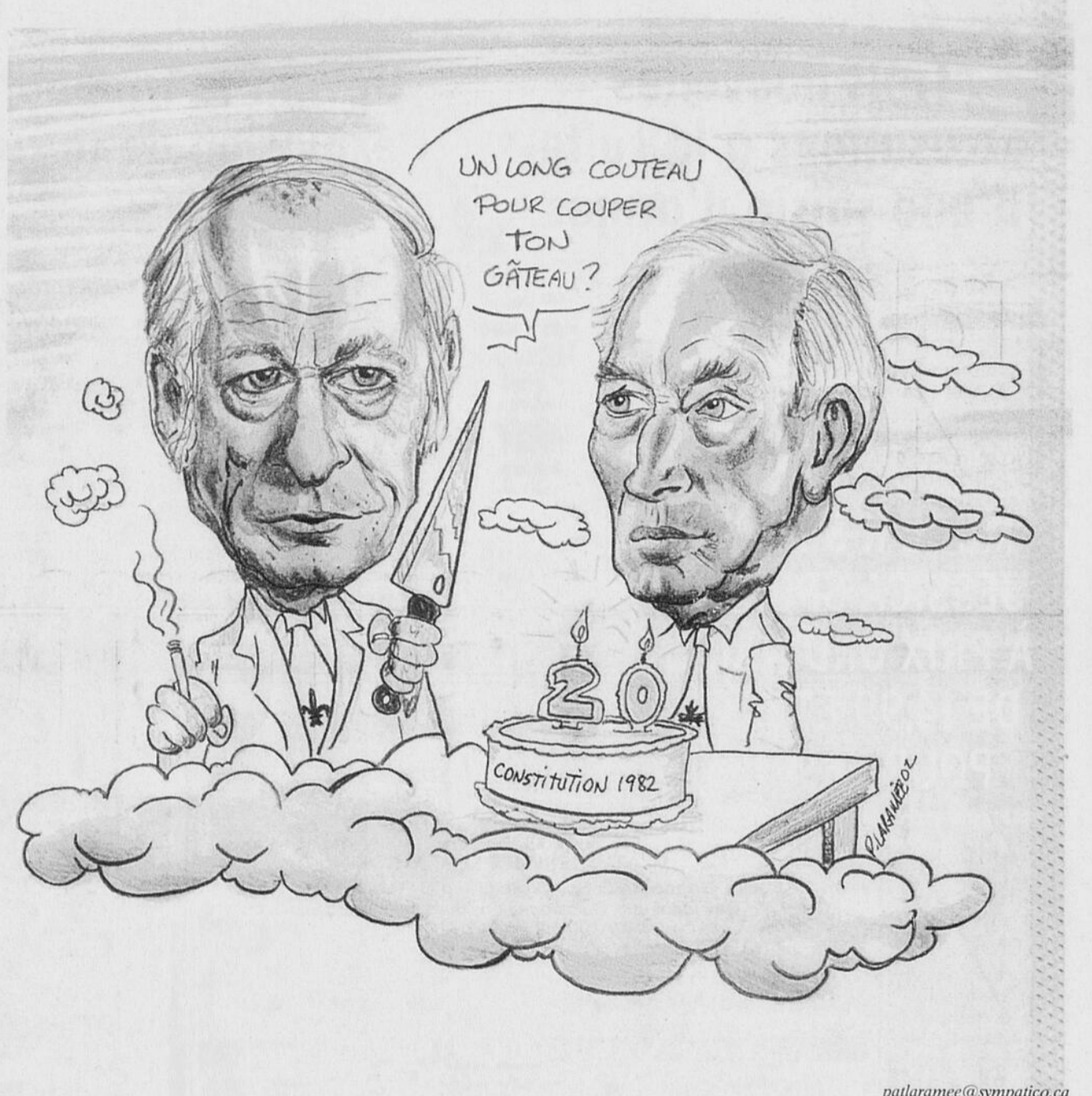
Monsieur Sylvain Simard,  
Ministre de l'Éducation

Le comité de parents de la commission scolaire Eastern Townships souhaite exprimer sa déception au ministère quant à son inaptitude à prendre en considération les conséquences des négociations avec les enseignants. Nous sommes très déçus que ces négociations aient désorganisé une autre année scolaire.

De plus, nous déplorons les tactiques employées par le gouvernement lors de ces négociations. Celles-ci semblent vouloir abaisser la profession d'enseignant. Nous voyons une contradiction avec les premières intentions de la loi sur l'équité salariale qui étaient de corriger les injustices. Nous croyons que les tactiques du ministère perpétuent les injustices au lieu de les supprimer.

Nous aimerions que vous portiez une attention immédiate à cette situation afin que nos enfants n'aient pas à revivre de telles situations lors des mois et des années à venir.

Debbie Somers  
Présidente du comité de parents  
Commission scolaire  
Eastern Townships



paularamee@sympatico.ca

### Document

## Une tentative de réconfort quant à l'avenir de l'amiante

Monsieur Alain Goupil,

L'amiante chrysotile est extrêmement méconnu et bafoué du grand public. L'amiante n'est pas un poison, il ne dégage pas de vapeurs ou d'émanations nocives, seules ses poussières en grande concentration peuvent être dangereuses.

L'entretien de la peur de l'amiante profite énormément aux avocats plaignants aux États-Unis, aux démolisseurs du bâtiment et aux nouvelles fibres substitutées dérivées de l'industrie pétrochimique. L'amiante a produit ZERO effet sur la santé publique. L'amiante respiré au travail en concentration très élevée (100 à 1000 fois la norme contemporaine d'exposition par l'OMS) et durant des décennies a généré des maladies professionnelles; c'est le péché du passé d'avant l'ère de l'hygiène industrielle.

Tout être humain, depuis toujours, respire de 7000 à 10 000 micro fibres d'amiante par jour parce que l'amiante est une fibre de la terre. À Paris, sur une aire de 10 km de côté, on estime qu'il tombe chaque jour 28 tonnes de poussières: sur ces 28 tonnes, on y trouve qu'un gramme d'amiante. Aussi, une personne qui boit deux litres d'eau par jour pendant 70 ans absorbe moins de cinq centigrammes d'amiante.

L'amiante est classé comme matière cancérigène, l'alcool aussi et des milliers d'autres substances; tout est question de dose et de durée, comme le bon vieux soleil...

La convention 162 du Bureau international du travail a statué qu'il n'y avait pas de risque accru (excess risk)

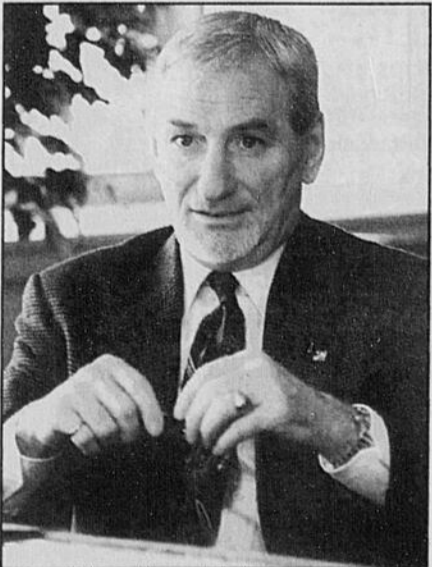
pour les travailleurs quand les principes de l'utilisation sécuritaire de l'amiante sont appliqués; ce qui se fait dans l'industrie moderne partout dans le monde depuis 25 ans.

Tous les anti-amiante que je connais sont des activistes à la recherche de causes ou des agents à la solde des substituts à l'amiante. Les «Talibans» de Jussieu ont forcé le gouvernement français en 1996, par la menace de poursuites au criminel de ministres, après les crises du sang contaminé et de la vache folle, à bannir l'amiante en France du jour au lendemain. Depuis ce temps, tout ce qu'il y a de «français» essaie de justifier leur position «coup de tête» par rapport à l'amiante.

L'Europe moderne s'est construite avec le Fibrociment (amiante:ciment, 1:9) après la Deuxième Guerre mondiale. Vingt-deux millions de tonnes de chrysotile importées pour fabriquer des matériaux de construction (bardeaux, panneaux, tuiles, tuyaux); il n'y a pas une seule ferme dans toute l'Europe qui n'est pas bâtie avec des Fibrociment à base d'amiante. Le marché de l'amiante chrysotile est migratoire: Amérique du Nord (1930-1975), Europe (1940-1990) et maintenant c'est toute l'Asie qui se construit en Fibrociment.

La guerre commerciale pour remplacer la fibre minérale naturelle (l'amiante chrysotile) par les fibres synthétiques dérivées du pétrole et par les fibres cellulose des bois nous scandinaves est absolument sans commune mesure; ça se compare à David contre Goliath.

Après la catastrophe du 11 septembre, les journalistes français étaient les



Bernard Coulombe

premiers à essayer de faire paniquer les New-Yorkais pour l'amiante dans l'air. Des experts américains ont calculé que si les structures d'acier des tours du WTC avaient été floquées à l'amiante jusqu'en haut, au lieu d'avoir discontinué au 64e étage, elles auraient résisté au feu durant cinq heures au lieu de s'écrouler si vite!...

Quant au Monde diplomatique, il n'a que le titre de noble. J'ai toujours observé avec une certaine stupéfaction que ce journal était ultra-sensationalnel et cherchait à choquer plus qu'à informer. Si ce Patrick Herman faisait au Québec un article aussi biaisé, rempli de commérages revanchards et accusateurs, il serait immédiatement traduit en justice pour allégations non fondées.

En France, on suspecte très forte-

ment que les deux grands manufacturiers français (et internationaux) de Fibrociment ont «pacté» avec le gouvernement pour supporter le bannissement de l'amiante au profit du remplacement par des substituts plus payants, mais absolument non testés sur le plan santé.

Aux États-Unis, les compagnies sont poursuivies par une multitude de demandeurs de compensations farfelues qui sont rassemblés par une horde d'avocats plaignants. Devant le fait qu'il en coûterait de 5000 \$ à 10 000 \$ par cause pour une défense légale, ces corporations ont décidé de payer hors cour des montants arbitraires de 1000 \$ par plainte et de capituler devant la Babel...

La dernière plus belle affaire d'exploitation à outrance du système américain de plaintes en justice pour dommages potentiels est la cueillette de noms de centaine de milliers de pompistes qui demanderaient compensation aux manufacturiers d'automobiles pour l'exposition aux poussières d'amiante en provenance des freins lors de l'arrêt des voitures à la station d'essence. C'est prouvé, archiprouvé, qu'un frein à base d'amiante chrysotile n'émet pas de micro fibres d'amiante, mais une poudre beige de forstérite, c'est-à-dire un silicate de magnésium déshydraté provenant de la désintégration calorifique des fibres.

Est-ce insensé du gouvernement du Québec de vouloir valoriser l'utilisation moderne contrôlée et sécuritaire de l'amiante chrysotile? C'est un des patrimoines miniers en opération parmi les plus vieux d'Amérique, et la mine Jeffrey d'Asbestos contient encore d'immenses réserves de minerai de haute qualité.

Nous sommes totalement en accord (et en soutien) pour que les travailleurs de l'amiante partout dans le monde soient compensés pour les conditions insalubres du passé; par exemple les mineurs de la Cape Asbestos récemment; les «Amisol» en France, les mineurs d'Asbestos et de Thetford Mines, dans les années 1970... Il faudrait comparer aux compensations des maladies reliées au, fer (sidérose), à la silice (silicose), au coton (byssinose), au charbon (anthracose)... Devrait-on bannir le fer, la silice (sur toutes les plages ensoleillées), le coton et le charbon?

L'amiante, Monsieur Goupil, est une affaire bien complexe... La fibre chrysotile est aussi le seul nanotube naturel au monde... Quel avenir?

Bernard Coulombe  
Président  
Mine Jeffrey d'Asbestos

### Opinions

VOUS VOULEZ NOUS ÉCRIRE?  
redaction@latribune.qc.ca

La Tribune  
1950, rue Roy  
Sherbrooke, J1K 2X8

Télécopieur 564-8098

# Diriger un chantier à Haïti

André Laroche  
alaroche@latribune.qc.ca  
SHERBROOKE

Ils iront à Haïti pour apprendre, et pour aider une population en cruel manque d'école.

Ils sont quatre étudiants à la Faculté de génie de l'Université de Sherbrooke (UdeS). Ils ont l'intention de se rendre dans ce pays pauvre des Antilles, l'automne prochain, pour diriger la construction d'une école sous la supervision de la Fondation Paul Gérin-Lajoie.

Malgré le fort taux de mortalité infantile, ce pays compte une quantité innombrable d'enfants. En fait, 40 pour cent de la population est âgé de moins de 15 ans. Cela cause un manque de places dans les classes, ce qui retarde beaucoup la scolarisation des écoliers.

La fondation PGL ne suffit pas à la tâche. Dans la ville de Saint-Marc, elle compte un ingénieur québécois et un technicien haïtien pour diriger les chantiers. Mais l'ampleur de la tâche est immense.

C'est là que les étudiants sherbrookoïses entrent en scène. Sous l'impulsion de l'un d'eux, Sylvain Lacroix, ils ont fondé le Groupe de coopération internationale de l'Université de Sherbrooke (GCIUS). Ils ont reçu le mandat de la fondation de bâtir un bâtiment polyvalent pour y installer une école primaire, jumelée à un atelier de métier à l'intention des adultes peu scolarisés. Leurs plans seront soumis à l'approbation de leurs professeurs.

«La fondation est encore à étudier ce qu'il sera enseigné à cet atelier. De l'hôtellerie, de la conserverie, de l'agriculture ou de la pisciculture, on ne sait pas encore», explique Annie Provencher, une étudiante de troisième année en génie civil.

Cette dernière rentre tout juste d'une mission explora-



Imacom, Martin Blache  
Étienne Mathieu, Annie Provencher et Sébastien Rheault, tous étudiants à l'Université de Sherbrooke, iront diriger cet automne un chantier à Haïti pour la construction d'une école. Le quatuor est complété par Sylvain Lacroix, absent de la photo.

toire d'une semaine. Elle y a découvert une architecture parfaitement adaptée au climat chaud, aux matériaux disponibles et au manque de machinerie. Elle a appris des techniques imaginatives de

construction. Mais elle y a surtout trouvé des gens besogneux et volontaires.

«Je suis rassuré depuis qu'Annie est revenue. Je croyais que les chantiers avançaient là-bas de manière aléatoire.

Mais je vois que ça marche et que le monde est motivé à travailler», a confié Sébastien Rheault, également apprenti-ingénieur civil, devant les clichés de chantiers rapportés par sa collègue.

«Je me demandais aussi comment les gens allaient nous percevoir. Mais je suis content de savoir qu'ils sont heureux de nous voir», ajoute-t-il.

## Transfert technologique

Contents aussi de l'opportunité d'apprendre les méthodes haïtiennes, les étudiants sherbrookoïses tenteront de s'assurer que le transfert technologique s'effectue dans les deux sens. «Nous avons la pleine collaboration des professeurs du département. Peut-être pourrions-nous améliorer la gouttière pour amasser l'eau de pluie, ou encore le système de traitement de l'eau», espère Annie Provencher.

La formation d'ingénieur à l'UdeS est composée de sessions académiques et de stage pratique en entreprise. Les étudiants du GCIUS ont en quelque sorte créé leur propre stage. «À la différence qu'au lieu d'être responsable que d'une petite partie dans une grande entreprise, là tout le projet sera sous notre responsabilité», mentionne Étienne Mathieu, étudiant en génie mécanique.

Les étudiants doivent aussi s'initier à la recherche de partenaires financiers et au dédale de l'aide humanitaire. «On se rend compte, par exemple, qu'il aurait été plus facile d'obtenir des fonds si le projet avait lieu ailleurs qu'en Haïti. L'aide internationale se détourne de ce pays à cause du gouvernement en place», explique Sébastien Rheault.

La fondation PGL et la population locale défrayeront les coûts de construction. Mais les étudiants ont besoin de quelque 50 000 \$ pour défrayer leurs coûts de voyage, de logement et de nourriture sur place. Ils comptent solliciter l'aide des entreprises de construction et de génie-conseil de la région.

# SEARS

**rabais  
40%**

**MODE R & R<sup>MD</sup> ET  
JESSICA SPORT<sup>MD</sup>  
À PRIX ORDINAIRE  
DE 14,99 ET PLUS  
POUR FEMMES**

À l'exclusion des modèles Wardrobe Essentials<sup>MD</sup>  
et 'Valeur sûre' dont le prix se termine par ,97

# samedi seulement

**rabais  
50%**  
**TOUS LES  
PANTALONS SPORT  
RETREAT<sup>MD</sup>  
À PRIX ORDINAIRES  
POUR HOMMES**

Dans la limite des stocks

Prix en vigueur le samedi 20 avril 2002 seulement

Dans la limite des stocks. Certains articles ont peut-être été soldés au cours de la semaine dernière. Achats sur place seulement. Le choix varie suivant le magasin. À l'exclusion des articles actuellement annoncés

**rabais 40%**  
**TOUS LES VÊTEMENTS  
D'EXTÉRIEUR COLUMBIA<sup>MD</sup> ET  
LONDON FOG<sup>MD</sup> À PRIX ORDINAIRES  
POUR FEMMES**

**rabais 50%**  
**CHAUSSURES TOUT-ALLER  
PIERRE CARDIN<sup>MD</sup>  
À PRIX ORDINAIRES  
POUR HOMMES**

N<sup>os</sup> 22354/55/464/5/6. Rég. Sears 79,99. Paire

**39,99**

**rabais 40%**  
**TOUS LES COMPLETS ET VESTES  
SPORT BOULEVARD CLUB<sup>MC</sup>  
À PRIX ORDINAIRES  
POUR HOMMES**

Complets dans certains magasins seulement

**rabais 40%**  
**BAS-CULOTTES SECRET<sup>MD</sup>  
À PRIX ORDINAIRES**

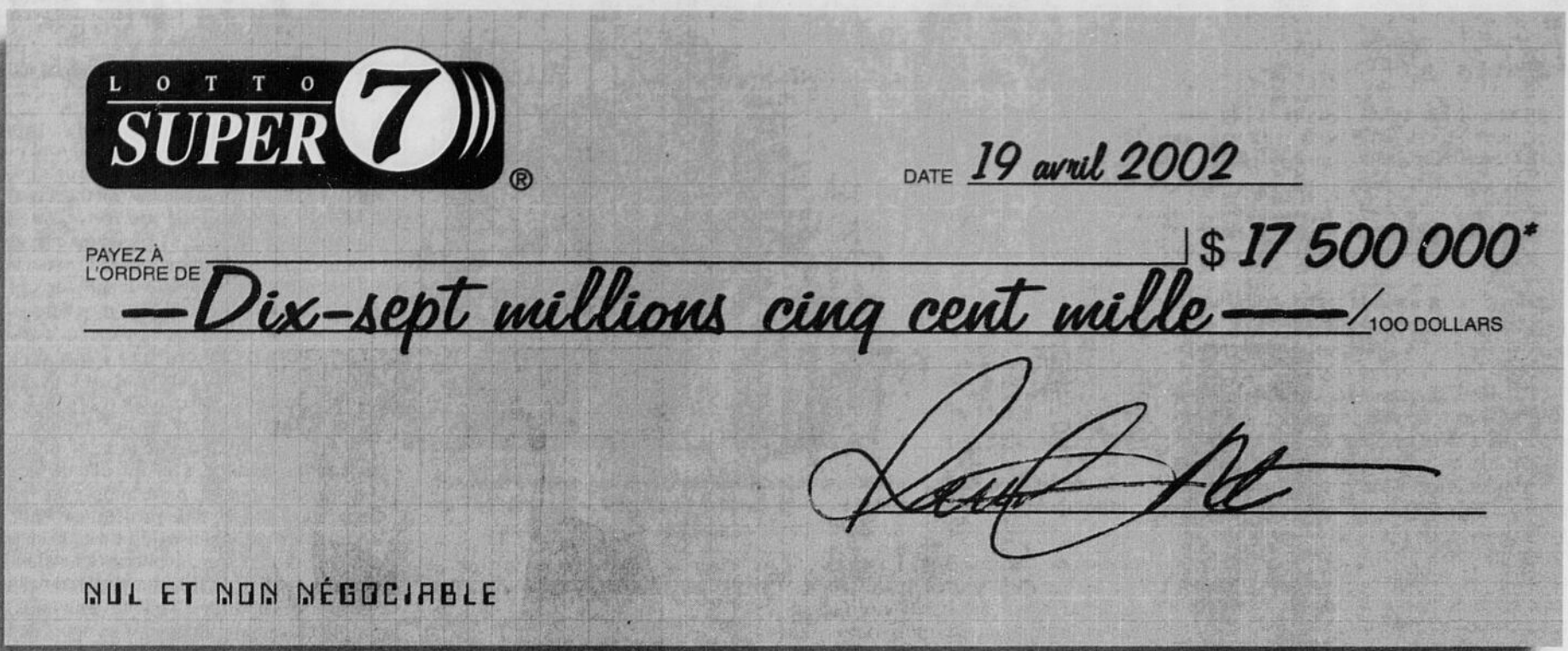
À l'exclusion des bas-culottes vendus par lots

**rabais 60%**  
**TOUTES LES MULES, À LANIÈRES  
CROISÉES, DE STYLE TONG  
JESSICA SPORT EN CUIR À PRIX  
ORDINAIRES POUR FEMMES**

N<sup>os</sup> 45062/2/3/4/6/7

Épargnez  
**25%** de plus  
**SUR TOUTE LA MODE À PRIX DE  
LIQUIDATION POUR  
ENFANTS EN TAILLES BÉBÉ À 18**

Dans la limite des stocks



On fait ça  
à quel nom ?



Ce soir, la cagnotte est de 17,5 millions \$.

\*Dans l'éventualité où il y aurait plusieurs détenteurs de la sélection gagnante 7 sur 7, la cagnotte serait partagée entre chacun d'eux. **18 ans +**

Si vous avez un  
problème de jeu...



La fondation Mise sur toi, une initiative de Loto-Québec.